**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MELUN**

N° 2002770-2002771

Elections municipales de Moissy-Cramayel

M. Guillaume Toutias
Rapporteur

Mme Lucile Courneil
Rapporteuse publique

Audience du 20 novembre 2020
Jugement du 18 décembre 2020

28-04
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Melun

(4^{ème} chambre)

Vu les procédures suivantes :

I.- Par une protestation et un mémoire, enregistrés sous le n° 2002770 les 20 mars et 28 septembre 2020, M. Christian Duez, en qualité de candidat inscrit en tête de la liste « Unis pour Moissy », demande au tribunal, dans le dernier état de ses écritures :

1°) d'annuler les opérations électorales qui se sont déroulées le 15 mars 2020 dans la commune de Moissy-Cramayel en vue du renouvellement de son conseil municipal et de ses représentants au conseil communautaire ;

2°) de mettre à la charge de la liste « Moissy pour tous » conduite par Mme Line Magne une somme de 3 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- la machine à voter du bureau de vote n° 8 situé au groupe scolaire « Chanteloup » est tombée en panne vers 12h00, ce qui a conduit à une interruption des opérations de vote pendant 33 minutes, jusqu'à l'installation d'une machine de secours ; dix à douze électeurs ont renoncé à voter ; en dépit de cette interruption, un électeur s'étant présenté à 18 h 01 n'a pas été admis à voter ;

- il existe des différences entre les nombres d'émargements et les nombres de votes dans deux bureaux ; s'agissant du bureau de vote n° 5 dit « des Marronniers », 405 votants sont constatés sur la liste d'émargement pour 403 votes dénombrés ; s'agissant du bureau de vote n° 6 dit « de Lugny », 323 votants sont constatés sur la liste d'émargement pour 322 votes dénombrés ;

- par leurs vêtements de couleur rouge, qui rappellent celle de la liste « Moissy pour tous » à laquelle ils appartiennent, trois assesseurs ont influencé les électeurs ;

- la présidente du bureau de vote n° 2 situé au groupe scolaire « Jatteau » a indiqué à un électeur qu'il fallait appuyer sur le bouton de vote n° 2 dans l'isoloir ;

- un tract anonyme ciblant toutes les listes d'opposition a été relayé par les membres de la liste « Moissy pour tous » ;

- une campagne de promotion publicitaire des réalisations et de la gestion de l'équipe municipale sortante a été organisée dans les mois précédant les opérations électorales ; diverses publications sur le compte *facebook* de la commune, en octobre et novembre 2019, s'apparentent à de la propagande électorale au bénéfice de la liste « Moissy pour tous » ; le discours prononcé par la maire sortante lors de l'inauguration de la crèche « Les Coquelicots » le 8 février 2020 présente également un caractère électoral ; il en va de même des travaux de réalisation d'un parking près du théâtre de la Rotonde en février et mars 2020 ainsi que de la dernière édition du bulletin d'information municipal parue dans la semaine précédant le scrutin ;

- ces irrégularités ont d'autant plus altéré la sincérité du scrutin que l'écart de voix ayant permis à la liste « Moissy pour tous » d'être élue dès le premier tour est particulièrement faible ; dès lors qu'elles ont empêché la tenue d'un second tour, elles constituent une perte de chance sérieuse de participer démocratiquement à l'élection municipale ; des fusions de listes auraient pu être possibles et conduire à un résultat final différent ; la participation à ce second tour, repoussé au mois de juin du fait du contexte sanitaire, aurait été plus importante ; à cet égard, au moins huit électeurs ont renoncé à se déplacer en raison du contexte sanitaire.

Par un mémoire en défense, enregistré le 4 juin 2020, Mme Line Magne, M. Julien Béraud, Mme Stéphanie Le Meur, M. Khalidou Mali Gueye, Mme Carole Moïse, M. Abdelaziz Abderrahmane, Mme Anne-Marie Démoulin, M. Patrick Necker, Mme Béatrice Chappe, M. Brice Lawin, Mme Antonia Pica Bergano, M. Philippe Delpy, Mme Valérie Reganha, M. Julien Kaouane, Mme Florence Deneux, M. Olivier Canard, Mme Betty Eyamo Mbengi, M. Marc Maliszewicz, Mme Natacha Riodin, M. Thierry Quiniou, Mme Wahiba Afouf, M. Christophe Soyer, Mme Flore Lawin, M. Didier Lambert, Mme Audrey Thébault et M. Denis Kupr, représentés par Me Mariette, concluent au rejet de la requête et à ce que la somme de 2 500 euros soit mise à la charge de M. Duez en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils font valoir que :

- les membres du bureau de vote n° 8 se sont tous assurés de ce que la machine à voter fonctionnait avant l'ouverture du scrutin et aucune anomalie n'a alors été rapportée ; au moment de la survenue de la panne, les instructions de la notice de maintenance relatives au changement de machine ont été respectées ; il a été procédé à l'installation d'une nouvelle machine dans un délai de 25 minutes ; des bulletins papiers étaient à la disposition des électeurs qui souhaitaient voter malgré tout ;

- s'agissant du bureau de vote n° 5 dit « des Marronniers », il n'existe aucune différence entre le nombre d'émargements et le nombre de votes ; aucune mention n'est à cet égard portée au procès-verbal ; s'agissant du bureau de vote n° 6 dit « de Lugny », la différence entre le

nombre d'émargements et le nombre de votes s'explique, ainsi que cela est mentionné au procès-verbal, par le fait qu'une électrice a signé deux fois par erreur ;

- la circonstance fortuite tirée de ce que trois assesseurs aient porté des vêtements de couleur rouge le jour du vote n'est pas de nature à avoir altéré la sincérité du scrutin ; au demeurant, d'une part, l'écart de voix entre la liste arrivée en tête et celle arrivée en second est très important et, d'autre part, d'autres assesseurs appartenant à la liste « Unis pour Moissy » conduite par M. Duez portaient également des vêtements aux couleurs de celle-ci ;

- il n'est pas établi que la présidente du bureau de vote n° 7 ait donné une consigne de vote à une électrice ;

- le tract produit par le protestataire ne permet pas d'en identifier l'auteur, ni la diffusion, de sorte qu'il ne peut être regardé comme ayant altéré la sincérité du scrutin ou comme ayant dépassé les limites admissibles dans le cadre de la polémique électorale, ce d'autant plus que l'écart entre la liste arrivée en tête et les listes concurrentes est très important ;

- aucune des actions auxquelles le protestataire se réfère ne s'apparente à une campagne de promotion publicitaire ; en tout état de cause, aucune influence sur l'issue du vote n'aurait pu être exercée compte tenu de l'écart important entre la liste arrivée en tête et les listes concurrentes ; il n'est pas interdit à un candidat de présenter le bilan de ses précédentes réalisations, du moment qu'il le fait, ainsi qu'il en a été en l'espèce, sur ses comptes de campagne et sans recourir aux moyens de la collectivité ;

- compte tenu de l'écart de voix très important entre la liste arrivée en tête et les listes concurrentes, le grief tiré de la « perte de chance » est inopérant.

II.- Par une protestation, enregistrée sous le n° 2002771 le 20 mars 2020, M. Frédéric Wurtz et M. Aubin David Nzouetoum, en qualité de candidats respectivement inscrits en tête des listes « Moissy Autrement » et « Moissy Ensemble », doivent être regardés comme demandant au tribunal :

1°) soit de procéder à la rectification des résultats des élections qui se sont déroulées le 15 mars 2020 dans la commune de Moissy-Cramayel en vue du renouvellement de son conseil municipal et de ses représentants au conseil communautaire ;

2°) soit d'annuler lesdites opérations électorales.

Ils reprennent, à l'encontre des opérations électorales litigieuses, les mêmes griefs que ceux développés à l'appui de la protestation enregistrée sous le n° 2002770 et analysée ci-dessus.

Par un mémoire en défense, enregistré le 12 juin 2020, Mme Line Magne, M. Julien Béraud, Mme Stéphanie Le Meur, M. Khalidou Mali Gueye, Mme Carole Moïse, M. Abdelaziz Abderrahmane, Mme Anne-Marie Démoulin, M. Patrick Necker, Mme Béatrice Chappe, M. Brice Lawin, Mme Antonia Pica Bergano, M. Philippe Delpy, Mme Valérie Reganha, M. Julien Kaouane, Mme Florence Deneux, M. Olivier Canard, Mme Betty Eyamo Mbengi, M. Marc Maliszewicz, Mme Natacha Riodin, M. Thierry Quiniou, Mme Wahiba Afouf, M. Christophe Soyer, Mme Flore Lawin, M. Didier Lambert, Mme Audrey Thébault et M. Denis Kupr, représentés par Me Mariette, concluent au rejet de la requête et à ce que des sommes de 2 500 euros soient mises à la charge de chacun des protestataires en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils développent les mêmes arguments que dans le mémoire en défense présenté en réponse à la protestation enregistrée sous le n° 2002770 et analysé ci-dessus.

Vu les opérations électorales.

Vu les autres pièces des dossiers.

Vu :

- le code électoral ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Toutias,
- les conclusions de Mme Courneil, rapporteure publique,
- et les observations de M. Duez et celles de Me Mariette, représentant les défendeurs.

Considérant ce qui suit :

1. A l'issue du premier tour de scrutin des élections municipales et communautaires du 15 mars 2020 à Moissy-Cramayel, commune dont la population légale s'établit à 17 079 habitants, la liste « Moissy pour tous » menée par Mme Line Magne, maire sortante, a obtenu 1 880 voix (soit 50,66 % des suffrages exprimés) et, par suite, 26 sièges au conseil municipal et un siège au conseil communautaire. Par les présentes protestations, M. Duez, d'une part, tête de la liste « Unis pour Moissy » arrivée en deuxième position avec 975 voix (soit 26,27 % des suffrages exprimés), et MM. Wurtz et Nzouetoum, d'autre part, respectivement tête de la liste « Moissy Autrement » arrivée en troisième position avec 369 voix (soit 9,94 % des suffrages exprimés) et tête de la liste « Moissy Ensemble » arrivée en quatrième position avec 285 voix (soit 7,67 % des suffrages exprimés), demandent au tribunal de réformer les résultats ou d'annuler les opérations électorales dans leur ensemble.

2. Les protestations n^{os} 2002770 et 200771 sont dirigées contre les mêmes opérations électorales et ont fait l'objet d'une instruction commune. Il y a lieu de les joindre pour statuer par un seul jugement

Sur les conclusions tendant à réformation des résultats ou à l'annulation des opérations électorales :

En ce qui concerne les griefs relatifs à la campagne et à la propagande électorales :

3. En premier lieu, aux termes de l'article L. 48-2 du code électoral : *« Il est interdit à tout candidat de porter à la connaissance du public un élément nouveau de polémique électorale à un moment tel que ses adversaires n'aient pas la possibilité d'y répondre utilement avant la fin de la campagne électorale ».*

4. Les protestataires soutiennent que la diffusion d'un tract visant les listes d'opposition à la liste « Moissy pour tous » conduite par Mme Magne, et en particulier des candidats inscrits sur la liste « Unis pour Moissy » conduite par M. Duez, est susceptible d'avoir altéré la sincérité du scrutin. Toutefois, aucune pièce du dossier ne permet d'attribuer le tract litigieux à la liste « Moissy pour tous », ni même d'établir que celle-ci lui ait donné une publicité particulière, la seule publication sur un réseau social, dont le contenu est au demeurant ambigu, effectuée par un candidat de cette liste étant à cet égard insuffisante. Les protestataires n'apportent pas davantage d'éléments de nature à établir que ce tract a fait l'objet d'une large diffusion et qu'il ne leur a pas été possible, eu égard notamment à sa date de diffusion, d'y répliquer utilement. Dès lors, le grief tiré de ce que ce tract constitue un outil de propagande électorale ayant porté atteinte à la sincérité du scrutin doit être écarté.

5. En second lieu, aux termes de l'article L. 52-1 du code électoral : *« (...) / A compter du premier jour du sixième mois précédant le mois au cours duquel il doit être procédé à des élections générales, aucune campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin. Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, cette interdiction ne s'applique pas à la présentation, par un candidat ou pour son compte, dans le cadre de l'organisation de sa campagne, du bilan de la gestion des mandats qu'il détient ou qu'il a détenus. Les dépenses afférentes sont soumises aux dispositions relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales contenues au chapitre V bis du présent titre ».*

6. Les publications sur les réseaux sociaux effectuées par la commune et la maire sortante en octobre et novembre 2019, produites par les protestataires, se bornent à rendre compte de l'actualité municipale en des termes à visée informative et sans excès de valorisation pour l'équipe municipale en place. Les protestataires n'apportent aucun élément de nature à établir que Mme Magne, tête de la liste « Moissy pour tous », ait conféré un caractère électoral au discours qu'elle a prononcé en qualité de maire en exercice lors de l'inauguration de la nouvelle crèche de la commune le 8 février 2020 ou que celui-ci ait reçu un écho particulier. Il résulte de l'instruction que les travaux de réalisation d'un parking près du théâtre de la Rotonde en février et mars 2020 s'inscrivent dans le cadre de la réhabilitation du centre-ville engagée de longue date par la commune et ne peuvent donc être regardés comme étant intervenus en vue des élections municipales. Le bulletin d'information municipal diffusé au début du mois de mars 2020 ne contient, quant à lui, que des développements relatifs à certains points précis de l'actualité municipale et ne dresse aucun bilan général de la gestion de la municipalité sortante. Si ce n'est dans sa page réservée à l'expression des groupes minoritaires, ce document ne peut donc pas non plus être regardé comme constituant un outil de propagande électorale. Au surplus, dans sa décision du 28 septembre 2020 relative aux comptes de campagne de Mme Magne, la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques n'a pas davantage cru devoir réintégrer les frais se rapportant à plusieurs des opérations précitées. Dès lors, les protestataires ne sont pas fondés à soutenir que la liste « Moissy pour tous » conduite par Mme Magne a bénéficié d'une campagne publicitaire conduite en méconnaissance des dispositions précitées de l'article L. 52-1 du code électoral et ayant exercé une influence sur les opérations électorales litigieuses. Leur grief soulevé en ce sens doit donc être écarté.

En ce qui concerne les griefs relatifs aux opérations de vote :

7. En premier lieu, aux termes de l'article L. 57-1 du code électoral : « *Des machines à voter peuvent être utilisées dans les bureaux de vote des communes de plus de 3 500 habitants figurant sur une liste arrêtée dans chaque département par le représentant de l'Etat. / (...)* ». Aux termes de l'article L. 62 du même code : « *(...) / Dans les bureaux de vote dotés d'une machine à voter, l'électeur fait constater son identité ou fait la preuve de son droit de voter dans les conditions prévues à l'alinéa 1 et fait enregistrer son suffrage par la machine à voter* ». Aux termes de l'article L. 63 : « *(...) / Dans les bureaux de vote dotés d'une machine à voter, le bureau de vote s'assure publiquement, avant le commencement du scrutin, que la machine fonctionne normalement et que tous les compteurs sont à la graduation zéro* ». Aux termes de l'article L. 65 : « *(...) / Dans les bureaux de vote dotés d'une machine à voter, le président, à la fin des opérations de vote, rend visibles les compteurs totalisant les suffrages obtenus par chaque liste, chaque binôme de candidats ou chaque candidat ainsi que les votes blancs, de manière à en permettre la lecture par les membres du bureau, les délégués des candidats et les électeurs présents. Le président donne lecture à haute voix des résultats qui sont aussitôt enregistrés par le secrétaire* ».

8. Il résulte de l'instruction que les opérations de vote dans le bureau n° 8 « Chanteloup » ont été perturbées à la mi-journée par un problème technique sur la machine à voter utilisée dans ce bureau, ce qui a nécessité l'installation en urgence d'une machine de secours et l'interruption pendant ce temps du scrutin. Si les protestataires contestent les mentions du procès-verbal selon lesquelles l'interruption des opérations électorales n'aurait duré que 25 minutes, la durée de 33 minutes qu'ils évoquent n'en demeure pas moins elle-même très brève. Il n'est par ailleurs pas établi que cette circonstance ait eu une incidence majeure sur la participation dans ce bureau. D'une part, les protestataires eux-mêmes chiffrent à seulement 10 à 12 le nombre de personnes présentes ou s'étant présentées pendant l'interruption et ayant renoncé à voter, sans que cela n'établisse qu'elles ne sont pas revenues ultérieurement. D'autre part, le niveau de la participation enregistrée dans ce bureau à la clôture du scrutin s'établit à 39,55 % des inscrits (soit 488 votants), ce qui est même supérieur à la moyenne communale de 38,22 %. En outre, il n'est ni établi ni même allégué par les protestataires que le dysfonctionnement de la machine à voter ait eu une incidence quelconque sur le décompte des voix. Dès lors, le grief tiré de ce que les perturbations en résultant auraient affecté la sincérité du scrutin doit être écarté.

9. En deuxième lieu, aux termes de l'article L. 62-1 du code électoral : « *Pendant toute la durée des opérations électorales, une copie de la liste électorale certifiée par le maire et comportant les mentions prescrites par les articles L. 18 et L. 19 ainsi que le numéro d'ordre attribué à chaque électeur, reste déposée sur la table à laquelle siège le bureau. / Cette copie constitue la liste d'émargement. / Le vote de chaque électeur est constaté par sa signature apposée à l'encre en face de son nom sur la liste d'émargement* ». Aux termes de l'article L. 65 du même code : « *Dès la clôture du scrutin, il est procédé au dénombrement des émargements. Ensuite, le dépouillement se déroule de la manière suivante : l'urne est ouverte et le nombre des enveloppes est vérifié. Si ce nombre est plus grand ou moindre que celui des émargements, il en est fait mention au procès-verbal. [...]* ». Il résulte de ces dispositions que lorsque le nombre de votes est supérieur au nombre d'émargements sur la liste, il appartient au juge de l'élection, selon les cas, soit de réformer les résultats de l'élection en retranchant hypothétiquement les suffrages surnuméraires du nombre de voix obtenues par le candidat arrivé en première position, soit, en présence de manœuvres, d'une irrégularité de grande ampleur ou d'un écart de voix faible, d'annuler les opérations électorales dans leur ensemble. A l'inverse, lorsque le nombre de

votes est inférieur au nombre d'émargements sur la liste, c'est le nombre de votes qui, en l'absence de manœuvre, est utilisé pour calculer la majorité et pour déterminer le ou les candidats élus.

10. Les protestataires soutiennent que le nombre de votes est inférieur au nombre d'émargements dans les bureaux n^{os} 5 et 6. Toutefois, s'agissant du bureau de vote n^o 5, aucune différence entre le nombre de votes et le nombre d'émargements n'a été consignée au procès-verbal, alors que cela aurait été obligatoire en vertu des dispositions précitées de l'article L. 65 du code électoral, les protestataires n'apportant aucun élément en sens contraire. S'agissant du bureau de vote n^o 6, d'une part, l'émargement surnuméraire auquel ils se réfèrent s'explique par l'erreur d'une électrice qui a d'abord émargé devant le nom d'un autre électeur avant d'émarger correctement et, d'autre part, il n'est ni établi ni même allégué que cet émargement surnuméraire ait été pris en compte pour le décompte des voix. Les protestataires n'établissent dès lors pas que, dans les bureaux en cause, les nombres de votes aient été inférieurs aux nombres d'émargements. Au surplus, à supposer même qu'une telle irrégularité soit constituée, et alors qu'ils n'établissent ni même n'allèguent qu'elle procéderait d'une manœuvre, elle aurait seulement pour effet, par application des principes rappelés au point précédent, d'abaisser le seuil de la majorité absolue et, par suite, de conforter les résultats de la liste contre laquelle ils prétendent agir. Dès lors, le grief tiré de ce que le scrutin serait entaché d'irrégularité de ce fait doit être écarté.

11. En troisième lieu, il ne résulte pas de l'instruction que la circonstance tirée de ce que trois assesseurs aient porté des vêtements de couleur rouge, rappelant celle des bulletins et des tracts de la liste « Moissy pour tous » conduite par Mme Magne, ait à elle seule pu être de nature à exercer une influence sur les électeurs. De même, si les protestataires soutiennent que la présidente du bureau n^o 7 aurait exercé des pressions sur les électeurs en faveur de cette même liste, la seule attestation qu'ils produisent, établie pour la circonstance par une électrice disant avoir été témoin d'une indication de vote adressée par l'intéressée à un électeur, n'établit ni les circonstances précises dans lesquelles les propos rapportés auraient été tenus, ni leur caractère systématique ou régulier. En tout état de cause, les résultats enregistrés sur ce bureau par la liste « Moissy pour tous » conduite par Mme Magne n'apparaissent pas exorbitants, et sont même en retrait par rapport aux résultats obtenus dans l'ensemble de la commune (47,93 % des suffrages exprimés dans ce bureau contre 50,66 % sur l'ensemble de la commune). Dès lors, les griefs tirés de ce que des pressions en faveur du vote pour la liste « Moissy pour tous » conduite par Mme Magne auraient été exercées sur les électeurs jusque dans l'enceinte des bureaux de vote doivent être écartés.

En ce qui concerne la sincérité générale du scrutin :

12. Les protestataires soutiennent que les irrégularités entachant le scrutin et le contexte lié à l'épidémie de la maladie dite « Covid-19 » ont été de nature à entacher la sincérité du scrutin dans son ensemble, alors en particulier qu'il n'existe qu'un écart de 24 voix entre le nombre de voix obtenues par la liste « Moissy pour tous » conduite par Mme Magne et le nombre de voix nécessaires pour atteindre la majorité absolue des suffrages exprimés. Toutefois, il résulte de tout ce qui précède qu'aucune des irrégularités invoquées par les protestataires n'a pu être retenue. En outre, s'il est constant que le taux de participation constaté à l'occasion des opérations électorales qui se sont déroulées le 15 mars 2020 sur la commune de Moissy-Cramayel a été de 38,22 %, en dessous des taux de participation aux élections municipales précédentes, qui s'étaient établis à 47,71 % en 2008 et à 49,77 % en 2014, la seule circonstance que cette baisse du taux de participation serait consécutive aux annonces du Président de la

République et du Premier ministre ne permet pas, à elle seule, d'établir l'existence de manœuvres ou pressions conduisant à une abstention contrainte et de nature à altérer la sincérité du scrutin. Par ailleurs, M. Duez, qui produit à l'appui de ses allégations huit attestations de personnes inscrites sur les listes électorales de la commune et déclarant ne pas être allées voter en raison des annonces du Gouvernement, n'établit pas que le taux d'abstention aurait affecté de manière plus importante la liste qu'il conduisait. Il n'est, par ailleurs, ni établi ni allégué que la liste « Moissy pour tous » conduite par Mme Magne, qui a obtenu la majorité absolue, ou ses partisans auraient effectué de telles manœuvres. Ainsi, si le contexte sanitaire a nécessairement été pris en compte par certains électeurs dans leur choix d'aller voter ou de s'abstenir le dimanche 15 mars 2020, il n'est pas établi que cette crise n'aurait pas affecté de la même façon l'ensemble des listes en présence. Dès lors, le grief tiré de ce que la sincérité du scrutin aurait été entachée dans son ensemble doit être écarté.

13. Il résulte de ce qui précède que les conclusions à fin de réformation des résultats ou d'annulation formulées par les protestataires doivent être rejetées.

Sur les conclusions tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

14. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de Mme Magne, qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante, la somme que M. Duez demande au titre des frais exposés par lui et non compris dans les dépens. Dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu en revanche de faire droit aux conclusions de Mme Magne et ses colistiers présentées au même titre et dirigées à l'encontre de chacun des trois protestataires.

D E C I D E :

Article 1 : Les protestations de MM. Duez, Wurtz et Nzouetoum sont rejetées.

Article 2 : Les conclusions de Mme Magne et ses colistiers présentées sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M. Christian Duez, à M. Frédéric Wurtz et à M. Aubin David Nzouetoum, à Mme Line Magne, à M. Julien Béraud, à Mme Stéphanie Le Meur, à M. Khalidou Mali Gueye, à Mme Carole Moïse, à M. Abdelaziz Abderrahmane, à Mme Anne-Marie Démoulin, à M. Patrick Necker, à Mme Béatrice Chappe, à M. Brice Lawin, à Mme Antonia Pica Bergano, à M. Philippe Delpy, à Mme Valérie Reganha, à M. Julien Kaouane, à Mme Florence Deneux, à M. Olivier Canard, à Mme Betty Eyamo Mbengi, à M. Marc Maliszewicz, à Mme Natacha Riodin, à M. Thierry Quiniou, à Mme Wahiba Afouf, à M. Christophe Soyer, à Mme Flore Lawin, à M. Didier Lambert, à Mme Audrey Thébault et à M. Denis Kupr.

Copie en sera adressée à la commune de Moissy-Cramayel, au préfet de Seine-et-Marne et à la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Délibéré après l'audience du 20 novembre 2020, à laquelle siégeaient :

Mme Mullié, présidente,
M. Allègre, premier conseiller,
M. Toutias, conseiller.

Mis à disposition par le greffe le 18 décembre 2020.

Le rapporteur,

La présidente,

G. TOUTIAS

N. MULLIE

La greffière,

V. GUILLEMARD

La République mande et ordonne au préfet de Seine-et-Marne en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
La greffière,